

PREFECTURE DU LOT

Direction départementale de l'Équipement et de l'Agriculture du Lot

ARRÊTÉ n° E-2009-27 .

DE MISE EN DEMEURE

La Préfète du LOT,

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'ordre National du Mérite

- VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 514-1 ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les ICPE et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- VU l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 août 1978 autorisant la société Établissement Industriel SNCF à exploiter sur le territoire de la commune de BIARS sur CÈRE, une usine de fabrication de traverses sous rails et de bois d'appareils de voie ferrée traités à la créosote ;
- VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 17 décembre 2008 ;
- CONSIDÉRANT que la société Établissement Industriel SNCF ne satisfait pas aux exigences de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 susvisé ;
- CONSIDÉRANT que la société Établissement Industriel SNCF ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du 30 août 1978 ;
- CONSIDÉRANT que la société Établissement Industriel SNCF ne satisfait pas aux exigences de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 susvisé ;
- CONSIDÉRANT que la société Établissement Industriel SNCF ne satisfait pas aux exigences de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 susvisé ;
- CONSIDÉRANT que la société Établissement Industriel SNCF ne satisfait pas à certaines exigences de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Lot ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société Établissement Industriel SNCF, pour son site sur la commune de BIARS sur Cère, est mise en demeure :

- de respecter, sous six mois, les normes de rejets de COV fixée par les articles 27 à 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié et applicables à ses activités,
- de mettre en place un plan de gestion de solvants complet, sous trois mois, tel que prévu par l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié,
- de respecter les articles 1 à 10 de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008, sous six mois,
- de respecter l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, sous six mois,
- de respecter les exigences de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004, sous 3 mois,
- de respecter, sous six mois, les articles 33, 38, 40, 43, 60, 61 et 62 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 1978.

ARTICLE 2 : À l'expiration des délais fixés à l'article 1^{er}, l'exploitant transmet au Préfet et à l'inspection des installations classées tous les éléments justificatifs attestant qu'il a obtempéré à la présente mise en demeure, à défaut, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L 514.1 du Code de l'Environnement (consignation de sommes, travaux d'office, suspension d'activité), indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Lot et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du LOT et notifié :

- Au Sous-Préfet de FIGEAC,
- À l'Inspection des installations classées à CAHORS,
- Au Lieutenant Colonel, commandant du groupement de Gendarmerie du Lot,
- Au Maire de la commune de BIARS sur CÈRE,
- Au Directeur de la société Établissement Industriel SNCF.

À Cahors, le 10 FEV 2009

Pour la préfète,
Le secrétaire général



Jean-Christophe PARISOT